



**Une vidéo effroyable obtenue par Amnesty International montre des membres des forces de sécurité camerounais tirant sur une dizaine de personnes désarmées, au cours d'une opération militaire dans le village d'Achigachia dans la région de l'Extrême-Nord du pays, a déclaré l'organisation vendredi 10 août.**

À l'aide d'outils d'analyse numérique de pointe, des experts d'Amnesty International ont pu confirmer que la vidéo, tournée à une date inconnue mais antérieure à 2016, corroborait de précédents témoignages d'exécutions extrajudiciaires que les autorités camerounaises avaient réfutés.

« Cette vidéo choquante montre des hommes armés qui alignent des personnes allongées au sol ou assises contre un mur puis qui leur tirent dessus avec des armes automatiques. Une deuxième salve de tir veille à ce qu'il ne reste aucun survivant. Il s'agit là de nouvelles preuves crédibles appuyant les allégations selon lesquelles les forces armées camerounaises auraient commis de graves crimes contre des civils, et nous demandons donc l'ouverture immédiate d'une enquête approfondie et impartiale.

Les personnes soupçonnées d'avoir une responsabilité dans ces actes odieux doivent être traduites en justice », a déclaré Ilaria Allegrozi, spécialiste de la région du lac Tchad à Amnesty International.

« Le mois dernier, nous avons analysé des images vidéo tournées dans un autre lieu qui montraient deux femmes et deux jeunes enfants se faisant abattre par des soldats qui faisaient clairement partie des forces armées camerounaises.

Quelles preuves de plus leur faut-il avant qu'ils ne réagissent à ces atrocités ? » Amnesty International a recueilli des informations sur de nombreuses exécutions extrajudiciaires, ainsi qu'un usage répandu de la torture perpétrés par des membres des forces de sécurité camerounaises dans le cadre de leur lutte contre Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord.

Les chercheurs d'Amnesty International ont analysé les armes, les conversations et les uniformes visibles dans la vidéo la plus récente, ainsi que des témoignages et des images satellites, afin de déterminer la date approximative et le lieu exact des exécutions, et ont établi que les responsables présumés sont des membres des forces de sécurité camerounaises.

La vidéo montre un groupe de soldats dans leur tenue de camouflage lézard distinctive, patrouillant dans les rues du village d'Achigachia. Certains sont armés de fusils Zastava M21, et d'autres se tiennent sur un pick-up doté d'un canon anti-aérien ZPU-2.

La vidéo, qui semble filmée par un membre des forces de sécurité, montre des soldats en train de brûler des structures qui sont probablement des maisons, puis se concentre sur un groupe de 12 personnes alignées contre un mur, toutes assises ou allongées. À 1'40" dans la vidéo, de nombreux soldats tirent sur le groupe avec des armes automatiques durant un long moment, en se tenant à une distance de quelques mètres.

Un soldat s'avance alors et tire à nouveau à bout portant sur plusieurs personnes du groupe, probablement pour s'assurer qu'il ne reste aucun survivant. S'exprimant en français, les soldats parlent d'eux en disant qu'ils mènent une opération « kamikaze ». Les images vidéo viennent corroborer les preuves d'exécutions extrajudiciaires déjà assemblées par Amnesty International dans un rapport de juillet 2016.

Le rapport rassemblait des informations sur les homicides illégaux et les exécutions extrajudiciaires de plus de 30 personnes, dont de nombreuses personnes âgées, à Achigachia à la suite d'une opération menée par les forces de sécurité dans le but de récupérer les corps des soldats tués par Boko Haram le 28 décembre 2014, et qui avaient été abandonnés devant la base militaire abandonnée par les insurgés.

Cette opération de l'armée servait également de punition collective contre la population perçue comme sympathisante envers Boko Haram. Le gouvernement camerounais a annoncé l'ouverture d'une enquête après la diffusion de la vidéo en juillet, mais le fait qu'ils aient écarté cette vidéo si rapidement en la qualifiant de « fausse nouvelle » jette de sérieux doutes quant au caractère réellement impartial et efficace de cette enquête.

« En n'amenant pas les auteurs présumés à rendre des comptes pour les crimes odieux recensés par Amnesty International et par d'autres, les autorités camerounaises ont créé un climat d'impunité dans lequel les forces armées ont le champ libre pour tuer et torturer », a déclaré Ilaria Allegrozzi. « Il faut une réelle obligation de rendre des comptes pour ces tueries.

Devant cet empilement de preuves solides, le fait que les autorités camerounaises nient en bloc s'apparente à de la complicité et à un soutien tacite de ces crimes. »

**Amnesty International**

---